

Article 21 du Règlement

céréaliers pour la campagne qui vient, et il adopterait une politique bien comprise de garderies rurales.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR**LA GRANDE QUALITÉ DES EXPORTATIONS DE GRAINS DU CANADA**

M. Dave Nickerson (Western Arctic): Monsieur le Président, l'Agence Tass annonce que plus de 40 p. 100 des expéditions de grains livrées entre juin et septembre par les États-Unis d'Amérique à l'Union soviétique étaient infestées de parasites vivants et ont dû subir la fumigation à l'arrivée.

Au Canada, grâce à l'excellent travail de la Commission canadienne des grains, toutes nos exportations sont inspectées à fond et certifiées qualité extra.

La section entomologie de la Commission examine systématiquement chaque année plus de 100 000 échantillons prélevés à la ferme, aux élévateurs et aux navires, et dans les cas d'infestation le permis peut être annulé.

Si l'Union soviétique ou un autre pays acheteur veut avoir du grain de qualité certaine, le Canada grâce à ses normes sévères et à son inspection minutieuse reste le fournisseur tout indiqué.

* * *

[Français]

LES FEMMES**LE LIBRE-ÉCHANGE—ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'AVOIR DES PROGRAMMES PARTICULIERS POUR LES FEMMES D'ICI LA MI-AVRIL**

Mme Lucie Pépin (Outremont): Monsieur le Président, la semaine dernière j'ai fait une déclaration dans laquelle je disais que les femmes avaient poussé un soupir de soulagement à l'annonce que les négociations sur le libre-échange étaient dans l'impasse. Cette semaine il y a entente, et l'angoisse et l'inquiétude de plusieurs femmes reprennent de plus belle.

Quand on sait que les deux-tiers des travailleurs dans les industries touchées par le libre-échange sont des femmes, que 65 p. 100 des personnes qui travaillent dans les services sont des femmes, quand on sait que les femmes n'ont pas le même accès que les hommes aux programmes de recyclage et de formation et qu'aux États-Unis plusieurs États ont des lois sur le travail affreuses et un salaire minimum dérisoire et que la pauvreté se compose au féminin, qu'est-ce que notre gouvernement a fait pour plus de 52 p. 100 de population?

Il est inacceptable qu'un gouvernement négocie une entente sans inclure les femmes.

Je demande donc au gouvernement conservateur d'avoir des programmes particuliers pour les femmes d'ici la mi-avril afin que ces dernières puissent s'adapter à cette nouvelle réalité et qu'on ne laisse pas la moitié de la population canadienne sur le quai lorsque le train démarrera.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR**LE LIBRE-ÉCHANGE—L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**

M. Gabriel Desjardins (Témiscamingue): Monsieur le Président, s'il y a une région du Québec qui peut relever avec succès le défi du libre-échange, c'est bien l'Abitibi-Témiscamingue.

Déjà, des personnalités régionales telles que MM. Paul et Robert Arcand, Jean Perron et M^{me} Guylaine Saucier ont, à maintes reprises, affirmé leur foi dans les vertus du libre-échange pour notre région. De plus, ce matin même, M. Jacques Bibeau, maire de Rouyn—Noranda, M. Paul-Aurèle St-Pierre, maire de La Sarre, et M. Jacques Leblanc, maire de Ville-Marie, m'ont affirmé personnellement qu'ils appuyaient ce traité de libre-échange. D'ailleurs, M. Jean Perron de La Sarre déclarait récemment à Rouyn—Noranda, et je cite: «C'est une initiative du gouvernement qui mérite d'être soulignée. Le libre-échange, c'est quelque chose de beau, quelque chose de grand.» De plus, il ajoutait: «Les protectionnistes, ceux qui sont contre, pour moi, ce sont des gens qui veulent cacher leur inefficacité. Ça prend beaucoup de courage pour dire oui au libre-échange et on dit oui au libre-échange!»

Monsieur le Président, grâce à une dynamique nouvelle installée dans notre région, je suis assuré que nos agriculteurs, nos travailleurs forestiers et nos travailleurs miniers sauront relever brillamment ce grand défi et laisseront aux générations futures un héritage dont ils pourront être fiers.

* * *

• (1410)

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR**L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—L'INDUSTRIE DE L'ACIER**

M. Simon de Jong (Regina-Est): Au fur et à mesure que les Canadiens prennent connaissance de l'accord malavisé, précipité et manifestement injuste que le gouvernement conservateur vient de conclure avec les États-Unis, ils se rendent compte que le gouvernement a mis le Canada en vente. Même les partisans naguère irréductibles de cette initiative commerciale disent maintenant au gouvernement que cet accord est mauvais pour le Canada et les Canadiens.

Roger Phillips, président de Ipsco, l'une de nos principales aciéries, a dit hier au premier ministre (M. Mulroney) qu'il ne saurait plus appuyer ce pacte commercial qui ne fait rien pour assurer aux aciéries canadiennes l'accès du marché américain. Il l'a prévenu que celles-ci ne pourraient pas concurrencer d'égales à égales leurs rivales américaines à cause des carences de cet accord.